

Perspectives

N°26/013 – 22 janvier 2026

ISRAËL – L'économie au-delà de la guerre : gérer la « rente tech »

Il est difficile d'évoquer l'économie israélienne aujourd'hui sans mettre au centre des projections la question des scénarios d'équilibre sécuritaire régionaux. Malgré une résilience assez remarquable de l'économie israélienne, deux années de guerre auront montré que l'intensification du risque sécuritaire, mais aussi certains seuils de conflictualité qui impliquent, notamment, une large mobilisation des réservistes, ont un impact direct sur la croissance, ainsi que sur les finances publiques, et leurs trajectoires. Pourtant, il semble pertinent de ne pas oublier, au-delà de la guerre, que l'économie israélienne fait face à des problématiques structurelles de longue date. Or, si elles sont laissées trop longtemps de côté, elles représenteront un véritable risque pour la trajectoire économique du pays, d'autant que les conflits ont tendance à les renforcer. C'est toute la problématique de la gestion de la temporalité, car la guerre raccourcit l'horizon des politiques publiques. Pour aborder cela, il faudra considérer que l'économie israélienne a certaines caractéristiques d'une économie de rente, mais dont la matière première – un peu particulière – est sa main-d'œuvre qualifiée. Et l'exercice du diagnostic pays ne peut, en réalité, se faire en dehors de ce prisme d'analyse. Quelles sont alors, dans ce contexte, les problématiques structurelles qui inquiètent la trajectoire à long terme de l'économie ?

La rente de la tech, une spécificité locale

Historiquement, la construction d'Israël s'est faite dans un contexte de contraintes structurelles importantes : l'économie bénéficie de peu de ressources naturelles et d'un marché intérieur restreint. Rapidement, cela a confronté le jeune État à des déséquilibres de sa balance extérieure et fortement orienté la politique de développement vers une stratégie de spécialisation dans

l'innovation et la tech d'exportation (initialement étatique et militaire). Pour y parvenir, le pays capitalise sur son réseau d'universités et sur sa main-d'œuvre qualifiée, son principal avantage comparatif, consolidé par les vagues d'immigration successives – la dernière datant de la chute de l'URSS dans les années 1990. **Il en résulte qu'aujourd'hui, le secteur de la tech occupe une position dominante dans l'économie.** Il représente environ un cinquième du PIB, plus de 50% des exportations, et emploie 11,5% de la main-d'œuvre¹. Un rapport de 2024, réalisé conjointement par l'Autorité israélienne de l'innovation et le ministère des Finances, a mis en lumière que le secteur représentait près d'un quart des revenus de l'État en 2020, dont 85% dérivant de l'impôt sur le revenu payé par les travailleurs de la tech². **La concentration de l'activité économique sur ce secteur, et la forte dépendance qui en découle (de l'ordre de celles connues par les économies pétrolières, par exemple) sont donc réelles.**

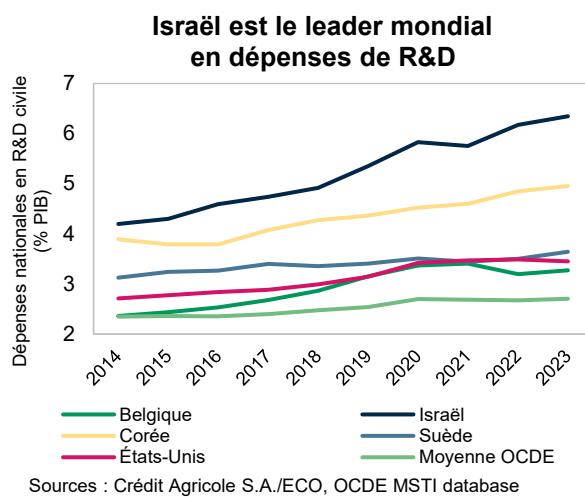
Cependant, à première vue, le concept de rente semble difficilement applicable ici. Ce qui gêne principalement, c'est la notion de passivité que l'on associe au concept – un revenu régulier tiré d'un actif ou d'une position économique. D'abord, le secteur de la tech israélien est constamment entretenu par des investissements en R&D massifs. **Le pays ressort comme un champion mondial en termes de dépenses dans la R&D civile – à hauteur de 6,4% du PIB en 2023 – et l'écart avec les autres pays de l'OCDE se creuse.** Ensuite, il n'y a pas de position monopolistique ou oligopolistique, ni au niveau national, ni au niveau international, sauf au sens de Schumpeter – c'est-à-dire une position temporaire et fragile³, qui nécessite de se renouveler constamment.

¹ "Annual Report: The State of High-Tech in 2025", Israel Innovation Authority

² High-tech sector's contribution to State revenues from Individuals and Companies.

³ Selon Schumpeter, la position monopolistique par l'innovation désigne la situation temporaire où l'entrepreneur innovant acquiert un monopole grâce à une nouveauté (produit, procédé ou marché). Cette position reste éphémère, car

Les entreprises privées sont soumises à une hyperconcurrence permanente et globale, notamment face aux géants de la tech américains – ce qui ne permet pas d'assurer un revenu passif, comme celui garanti par une rente pétrolière (pour continuer le parallèle).



Pourtant, sans abus de langage, on peut tout de même observer qu'Israël a progressivement développé certaines caractéristiques d'une économie de rente, autour de la tech. Au-delà de la concentration et de la forte dépendance économique, cet angle d'analyse permet de mettre à jour deux vulnérabilités majeures de l'économie.

D'abord, le modèle de croissance économique israélien par l'innovation ne permet pas de vérifier les théories de la croissance endogène⁴ classiques selon lesquelles les gains de l'innovation, comme un bien public, doivent se diffuser au reste de l'économie par trois principaux biais : le développement du capital humain (la connaissance), les biens d'équipement qui intègrent les nouvelles technologies, et les effets d'apprentissage (le savoir-faire). En réalité, le constat est que le pays, via la spécialisation dans la tech, a développé une économie dual, sans diffusion horizontale (entre secteurs) ni verticale (salaires, emplois) au reste de l'économie. La productivité des secteurs hors-tech reste bien inférieure à celle des autres pays développés⁵. Par ailleurs, en 2022, Israël avait l'un des taux de pauvreté les plus élevés de l'OCDE. La structure économique apparaît alors assez semblable à celle d'une économie de rente, en ce que celle-ci devient davantage un obstacle aux gains de productivité, à la diversification et au développement des exportations en dehors du secteur tech. Le modèle de croissance a

débouché sur le développement d'une « élite tech », qui concentre les bénéfices de l'innovation.

Cela dit, des travaux plus récents⁶ apportent des explications aux blocages de diffusion des gains de productivité de l'innovation, qui semblent s'appliquer au cas israélien. Ceux-ci avancent notamment que les entreprises choisissent d'orienter leurs efforts de R&D vers les secteurs où elles peuvent obtenir des rendements monopolistiques élevés et temporaires (brevets, exportations), ce qui limite les « spillovers » technologiques (l'innovation n'agit plus comme un bien public) si des frictions institutionnelles ou sociales persistent dans l'économie. Dans le cas d'Israël, de fortes rigidités et de larges exclusions sur le marché du travail et dans l'éducation (développées ci-après) peuvent expliquer l'absence de diffusion par les canaux classiques des théories de la croissance endogène.

Ensuite, étudier le secteur tech sous l'angle de la rente permet d'envisager la main-d'œuvre qualifiée qui la nourrit comme la ressource, l'actif, à l'origine de la rente. Le sujet de la rareté, de la disponibilité, et du caractère fini de la ressource émerge alors – en parallèle à l'analyse que l'on pourrait faire de réserves de sous-sol pour une rente pétrolière. Mais, ce qui apparaît aussi, c'est la très grande particularité de cette ressource de rente, qui n'est pas attachée au pays et est donc mobile. Cette approche met en avant les principaux risques dans la trajectoire économique de long terme du pays liés à la disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée en Israël et à la pérennité de la rente associée.

Un marché du travail cloisonné limite la disponibilité de la main-d'œuvre et la diffusion des gains d'innovation

Le marché du travail israélien se caractérise par une très faible participation de larges groupes de la population. De nombreux hommes haredim (ultra-orthodoxes) et de nombreuses femmes arabes israéliennes restent en-dehors de l'emploi. Par ailleurs, l'emploi partiel est très répandu chez les femmes haredim⁷. Tout cela limite la disponibilité de la main-d'œuvre dans un pays où la population n'est pas abondante (10 millions d'habitants).

Si ces conditions sur le marché du travail ont été depuis longtemps un facteur de sous-réalisation du potentiel économique, la situation n'est pas statique. D'abord, parce que les

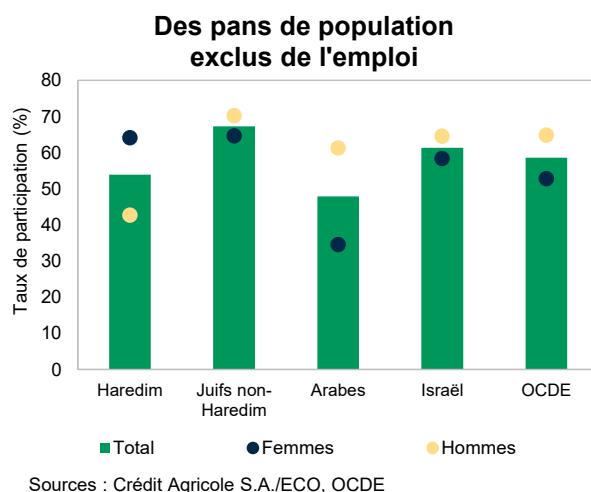
⁵ « La cyberpuissance israélienne. L'essor inachevé de la startup nation ? », Jean-Christophe Noël, Ifri, 2020

⁴ Les théories de la croissance endogène désignent un ensemble de modèles qui expliquent la croissance de long terme par des mécanismes internes à l'économie (accumulation de connaissances, capital humain, R&D, infrastructures), et non par un « progrès technique » extérieur et inexpliqué.

⁶ Notamment ceux d'Acemoglu ou le dernier prix Nobel Aghion et Howitt

⁷ « OECD Economic Surveys: Israel 2025 », April 2025, Volume 2025/7, OCDE

tendances démographiques ne sont pas homogènes selon les différents groupes de population. La population haredim connaît un taux de fertilité (6,4%) bien supérieur aux autres groupes (2,5% pour les Juifs non-Haredim, et 2,9% pour les Arabes-israéliens⁸) et leur proportion dans la population va donc largement augmenter dans les décennies à venir. Notamment, la part des Haredim dans la population des 25-29 ans devrait augmenter de 13% en 2025 à 28% en 2060. Celle des Arabes israéliens devrait rester stable, mais à partir d'un niveau élevé de 21%, selon les projections du bureau de statistique israélien. **Cela implique que les décisions de participation au marché du travail de ces groupes, et la productivité de leurs emplois auront un impact déterminant sur la trajectoire de croissance israélienne à moyen terme.**



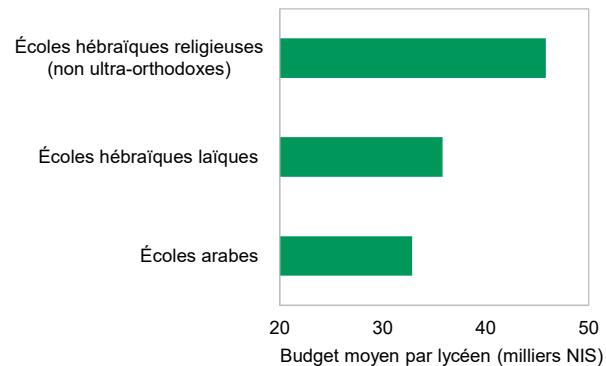
Ensuite, en dehors des facteurs culturels, le phénomène est aussi largement influencé par les choix de politiques publiques, qui incitent ou désincitent ces groupes à accéder à l'emploi. Ces politiques encouragent notamment les longues études religieuses des ultra-orthodoxes. Selon l'OCDE, outre les subventions qu'ils perçoivent, les étudiants des yeshivas ont un statut d'emploi qui leur permet d'accéder à certains avantages sociaux, tels que les aides à la garde d'enfants, normalement destinés uniquement aux ménages où les deux conjoints exercent une activité professionnelle. Au contraire, les solutions de garde d'enfants manquent dans les municipalités arabes israéliennes, ce qui freine la participation des femmes. Or, l'évolution des politiques publiques depuis 2023-2024 n'a fait que renforcer ces déséquilibres. En particulier, le support budgétaire aux yeshivas a fortement augmenté, alors que le budget alloué aux politiques d'emplois des Arabes israéliens a été coupé. À cela s'ajoute la question épingleuse et politique de la conscription des Haredim. Malgré l'invalidation des exemptions traditionnelles par la Cour suprême en juin 2024, en pratique, peu d'Haredim ont rejoint l'armée.

Cet enjeu est d'autant plus crucial en période de guerre puisque la mobilisation des populations haredim pourrait permettre de libérer des travailleurs réservistes pour les réaffecter à la production nationale. Par ailleurs, en conséquence du conflit, le service militaire a été rallongé de quatre mois, ce qui augmente l'indisponibilité de la main-d'œuvre jeune pour le secteur tech.

La question de l'éducation, facteur de production essentiel de la tech

Mais, la simple question de la disponibilité des travailleurs n'est pas suffisante pour nourrir une économie aussi concentrée autour de la tech. Car le secteur est consommateur de main-d'œuvre qualifiée. C'est alors qu'intervient la question de l'éducation, qui, là encore, limite le potentiel économique du pays – un phénomène dont les tendances à moyen terme ne sont pas favorables aux vues des évolutions démographiques. **En effet, il y a aujourd'hui de grandes disparités dans les résultats scolaires selon les groupes de populations en Israël.** Cela s'explique par les différences de financements alloués à l'éducation des populations juive et arabe, ainsi qu'à l'inadéquation des *curriculum* religieux des Haredim avec les besoins du marché du travail – surtout pour les hommes.

Les inégalités dans les allocations de ressources dans l'éducation



Sources : Crédit Agricole S.A./ECO, OCDE

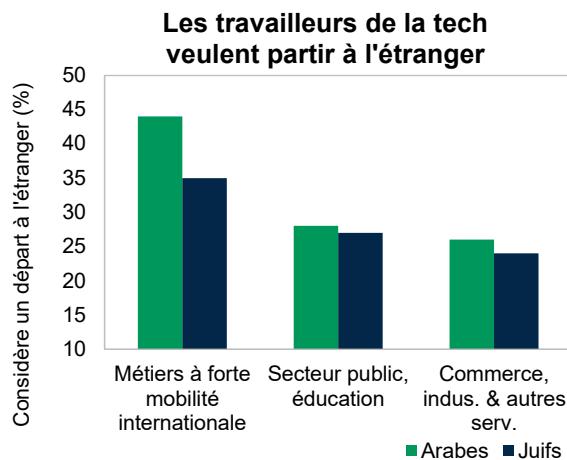
Immigration – La problématique de la « rente mobile »

Enfin, en dehors des questions de la production suffisante de main-d'œuvre qualifiée et de sa disponibilité, une autre contrainte existe – et non des moindres : la rente de la tech est exposée à un risque particulier, lié à sa spécificité : l'actif sur lequel elle se base – la main-d'œuvre qualifiée – n'est pas intrinsèquement attaché au pays (comme le serait un sous-sol), il est au contraire mobile. **Ainsi, les tendances migratoires de la base réduite des travailleurs de la tech revêtent une importance particulière, de l'ordre du risque existentiel à moyen-long terme.** Selon une étude

⁸ Central Bureau of Statistics et OCDE.

récente de l'Institut israélien pour la Démocratie⁹, la majorité des Israéliens (Juifs, 58% ; Arabes, 64%) estiment que l'augmentation du nombre de personnes quittant le pays représente un danger pour l'avenir du pays, et considèrent le départ de membres des groupes éduqués et bien établis – un « exode des cerveaux » – comme un danger encore plus grand (Juifs, 64% ; Arabes, 73%). **Or, il semble que la guerre, et la polarisation politique interne, soient des facteurs clés dans les décisions d'immigration.** Selon un rapport publié par le Centre de recherche et d'information de la Knesset, les années 2022-2023 ont connu une forte hausse du nombre d'Israéliens quittant le pays pour de longues périodes. En 2022, 59 400 Israéliens sont partis – une augmentation de 44% par rapport à l'année précédente – et, en 2023, ce chiffre est monté à 82 800. Mais, le mois d'octobre 2023, en particulier, a enregistré une hausse marquée des départs et cette tendance s'est maintenue en 2024, qui a connu 50 000 départs entre janvier et août. À l'inverse, le nombre d'Israéliens rentrant au pays après un long séjour à l'étranger en 2023 (24 200) a été inférieur à celui de 2022 (29 600), une tendance qui s'est maintenue en 2024 – avec 12 100 retours entre janvier et août, contre 15 600 pour les mêmes mois en 2023.

Mais, la question importante, pour le maintien de la rente, reste à savoir : qui part ? Selon le travail d'enquête de l'Institut israélien pour la Démocratie, « l'analyse statistique avancée révèle que la probabilité qu'un jeune Juif laïque envisage de partir dépasse 60%, et qu'elle grimpe à environ 80% s'il dispose d'un revenu élevé et de la citoyenneté étrangère. » Par ailleurs, ce sont les professions à forte mobilité internationale (tech, médecine, finance...) qui expriment une plus forte volonté à partir temporairement ou de manière permanente à l'étranger.



Notre opinion – L'économie israélienne fait face à des contraintes structurelles de longue date qui remettent en cause son modèle de croissance à long terme. Malgré l'incertitude liée au contexte de conflits et de tensions régionales, qui a tendance à raccourcir l'horizon des politiques publiques, ces contraintes structurelles ne peuvent être négligées trop longtemps, en particulier car les conflits les renforcent. En effet, la structure économique d'Israël présente des caractéristiques d'une économie de rente. Notamment une très forte dépendance – du PIB, des exportations et des revenus budgétaires – au secteur de la tech, qui, à l'encontre des théories de la croissance endogène classiques, a en réalité plutôt empêché la diversification et la montée en gamme des autres secteurs, laissant une structure d'économie duale, sans diffusion (ni verticale, ni horizontale) des gains de l'innovation. Cela s'explique par des rigidités institutionnelles : un marché du travail très segmenté qui exclut des pans entiers de la population (notamment les hommes haredim et les femmes arabes israéliennes), et de grandes disparités en termes de qualité d'éducation, et de leur adaptabilité au monde de la tech.

Le paradoxe est que la rente technologique, bien qu'à l'origine d'une concentration et d'une dépendance de l'économie comparable à des rentes d'extraction, est en réalité beaucoup plus fragile. D'abord, car la situation de monopole qui permet la rente tient à des avances d'innovation temporaires qui nécessitent un investissement constant dans la R&D, et de maintenir les entrées de capitaux de la « start-up nation ». Ensuite, car la rente est mobile (contrairement à celle issue d'un sous-sol immobilisé), et donc sensible à la fuite des cerveaux et des capitaux. Précisément, la théorie économique prévoit que la mobilité de la rente empêche les institutions d'installer les mécanismes néfastes associés à la « malédiction des ressources », car sinon la rente fuirait le pays. La contrepartie est que certains chocs – notamment sécuritaires, ou des tensions politiques internes – peuvent la mettre en danger. C'est ce que l'on observe déjà avec la fuite des cerveaux depuis 2023. Enfin, ces risques sont aggravés par les tendances démographiques, qui ne sont pas homogènes suivant les différents segments de population. Cela signifie que résoudre les problématiques d'exclusion sera essentiel à la pérennité de la rente à moyen-long terme.

En somme, évolutions démographiques, chocs sécuritaires et conflits, ou polarisation politique interne sont autant de menaces pour la pérennité du moteur de croissance, qui, s'il s'affaiblit, risquerait de révéler les dangers (socio-économiques) d'une économie à deux vitesses.

⁹ "Stay or Go? A Mapping of the Views and Considerations of Israelis in Relation to Moving Abroad », The Israel Democracy Institute, décembre 2023

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :



Monde – Scénario macro-économique 2026-2027 – Décembre 2025

En comptant sur le soutien de la politique budgétaire,
contrepoids à l'adversité

Date	Titre	Thème
21/01/2026	Espagne – Productivité faible et salaires dynamiques, qui paie la facture ?	Zone euro
19/01/2026	Podcast - Les faits marquants de la semaine du 12 au 16 janvier 2026	Monde
16/01/2026	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
16/01/2026	Brésil – Croissance : d'une décennie perdue à un nouvel élan ?	Amérique latine
15/01/2026	États-Unis – Marché du travail : un équilibre fragile	États-Unis
13/01/2026	Vidéo – Économie – Bilan 2025 & perspectives 2026	Monde
12/01/2026	Podcast – Les faits marquants de la semaine du 5 au 9 janvier 2026	Monde
09/01/2026	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
09/01/2026	Géoéconomie – La géopolitique a-t-elle apprivoisé les marchés ?	Géo-économie
08/01/2025	États-Unis – La croissance est restée forte au T3	États-Unis
08/01/2025	Sahel – Le projet souverainiste se heurte à la question sécuritaire	Afrique
19/12/2025	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
19/12/2025	Monde – Scénario 2026-2027 : en comptant sur le soutien de la politique budgétaire, contrepoids à l'adversité	Monde

Études Économiques Groupe – Crédit Agricole S.A.

12, place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la publication : Isabelle JOB-BAZILLE

Rédacteurs en chef : Paola MONPERRUS-VERONI, Tania SOLLOGOUB, Armelle SARDA

Zone euro : Alberto ALEDO, Ticiano BRUNELLO, Marianne PICARD, Paola MONPERRUS-VERONI (coordination zone euro), Sofia TOZY, Philippe VILAS-BOAS, Grégoire GLORIEUX

États-Unis, Royaume-Uni, Irlande, pays scandinaves : Slavena NAZAROVA

Europe centrale et orientale, Asie centrale, géo-économie :

Tania SOLLOGOUB (coordination pays émergents), Nathan QUENTRIC

Asie : Sophie WIEVIORKA

Amérique latine : Catherine LEBOUGRE (coordination scénario), Jorge APARICIO LOPEZ

Afrique du Nord, Moyen-Orient, Afrique sub-saharienne : Laure DE NERVO, Morgane ABBAS

Documentation : Elisabeth SERREAU

Statistiques : Datalab ECO

Réalisation et Secrétariat de rédaction : Sophie GAUBERT

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

Application Etudes ECO disponible sur l'[App store](#) & sur [Google Play](#)

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.